[mai 2002]

DIX REFLEXIONS SUR L'ELECTION PRESIDENTIELLE DE 2002

Alain de Benoist

1

Chirac doit sa réélection à Jean-Marie Le Pen. Le sens principal d'une élection se déduit d'abord de son résultat. La présence de Jean-Marie Le Pen au deuxième tour a permis à Jacques Chirac de se faire réélire de façon plébiscitaire, alors même qu'au premier tour il n'avait obtenu que 19,7 % des suffrages, soit (compte tenu du niveau de l'abstention) à peine 12 % des électeurs inscrits. Cette présence de Le Pen au deuxième tour était de toute évidence pour Chirac le meilleur cas de figure qui pouvait se présenter. Le Pen, qui avait à plusieurs reprises déclaré, non sans raison, que « Chirac, c'est Jospin en pire », aurait probablement contribué à faire battre Chirac si celui-ci s'était trouvé affronté le 5 mai au Premier ministre sortant (d'où l'accusation de « rouler pour Jospin » lancée contre lui par son petit concurrent Bruno Mégret). L'ironie du sort — ou ce que Max Weber appelait le paradoxe des conséquences — a voulu qu'il lui ait au contraire permis d'être largement réélu, et que la protestation massive contre la Nouvelle Classe dont il était le porteur ait finalement abouti à remettre en selle, de façon plus massive encore, son plus exécrable représentant. Consacré candidat unique de la droite et de la gauche, Chirac ne pouvait que l'emporter. C'est donc à Le Pen qu'il doit (et que les Français doivent) sa reconduction pour cinq ans à la tête du pays.

2

Au premier tour, ce n'est pas Le Pen qui a gagné, mais la classe politique qui a perdu. Même s'il s'est incontestablement enraciné et stabilisé, le vote en faveur de Le Pen ne représente pas plus une adhésion au programme du Front national que le vote en faveur du trio Laguiller-Besancenot-Gluckstein ne signifie que 11 % des Français sont subitement devenus « trotskystes ». Le programme de Le Pen reste peu ou mal connu, ce qui d'ailleurs vaut sans doute mieux pour lui. C'est un programme attrape-tout, caractéristique des partis populistes. Les ouvriers et les chômeurs, chez qui Le Pen a pour la première fois obtenu le 21 avril la majorité

absolue, n'en perçoivent certainement ni le caractère démagogique (exemple : la suppression de l'impôt sur le revenu, qui pénaliserait les couches populaires par le biais de la TVA) ni les incohérences (exemple : le slogan « je suis socialement de gauche et économiquement de droite », car il est bien clair qu'on ne fera jamais une politique sociale de gauche avec une politique économique de droite). Il existe d'ailleurs une énorme disproportion numérique, très supérieure à la normale, entre le nombre des adhérents et celui des électeurs du Front national. Le vote Le Pen représente en fait, depuis des années, la manifestation à la fois massive et profonde d'un sentiment protestataire dirigé contre une Nouvelle Classe jugée irresponsable, corrompue, sclérosée et totalement coupée des réalités quotidiennes (dont l'insécurité ne représente qu'un aspect). Le vote Le Pen est avant tout un vote de rejet des élites, de « ceux d'en-haut ». Il n'est pas illégitime à cet égard de le rapprocher du vote Laguiller.

Au premier tour, on a donc assisté à un rejet massif de la classe politique. Celui-ci a été suivi au deuxième tour d'un rejet massif de Le Pen. La conjonction de ces deux rejets a résumé toute l'élection présidentielle. Jacques Chirac, premier président de l'histoire à n'avoir pas été élu sur un programme, n'a lui-même bénéficié que d'une majorité hétéroclite négative, d'un vote moral sans contenu politique qui ne pouvait que lui conférer une légitimité factice. Quand la vie politique se réduit à une telle addition des rejets, aucun débat n'est plus possible. Le degré zéro de la vie publique est atteint.

3

Face aux résultats du premier tour, la gauche a multiplié les maladresses. Au lieu de chercher à analyser le phénomène et à en cerner les causes, elle a eu immédiatement recours aux slogans et aux incantations. Prétendant vouloir « défendre la République et la démocratie », elle a contesté dans la rue le résultat des urnes, attitude classique de tous les putschistes antidémocrates. Elle a immédiatement appelé à exclure les tenants supposés de l'exclusion, et à opposer au « parti de la haine » une haine encore plus grande. Elle a eu recours à un « antifascisme » incantatoire, sans réaliser que le fascisme réel fut le produit d'une époque (le début de la modernisation en profondeur des masses) sans aucune commune mesure avec la nôtre, et sans comprendre qu'en tout état de cause ce n'est pas l'« antifascisme » qui va résoudre les problèmes quotidiens des classes populaires (leur « monde vécu » au sens de Husserl). De leur côté, les professeurs ont montré, en jetant leurs élèves dans la rue, que l'école n'a pas pas pour eux comme vocation d'apprendre à penser par soi-même, à résister à la puissance de l'opinion, mais qu'elle peut au contraire légitimement inciter à courir derrière toutes les causes médiatiques du moment.

Le sommet de la bêtise a été atteint par des slogans irresponsables tels que « votez escroc, pas facho » qui, en laissant entendre que le meilleur moyen de se prémunir contre le « fascisme » était de s'en remettre aux corrompus, ne pouvait que faire naître dans l'esprit de tout individu normalement constitué l'équation symétrique inverse : « facho = honnête ».

L'antilepénisme a servi pendant vingt ans de substitut d'identité à une gauche soucieuse avant tout d'oublier ses désillusions et de masquer ses compromissions et son ralliement de fait au système, tout en s'épargnant la peine d'analyser sérieusement le phénomène populiste et, surtout, de développer une véritable alternative au néolibéralisme. L'« antifascisme » n'est plus aujourd'hui qu'un placebo idéologique pour une gauche qui n'a strictement plus rien à dire depuis qu'elle a réalisé, après l'effondrement du système communiste, que tout ce qu'il y avait de réalisable dans le « socialisme » pouvait être pris en charge par l'Etat libéral. L'« antifascisme » n'est plus qu'un slogan anachronique, relevant non d'une véritable analyse politique, mais d'un sentimentalisme moralisateur déconnecté de toute réalité. Subsidiairement, la dénonciation d'un « péril fasciste » imaginaire permet de détourner l'attention et de faire le silence sur les dangers, eux bien réels, qui menacent la société actuelle : la dissolution du lien social, la domination planétaire de la Forme-Capital, la marchandisation des rapports sociaux, l'impuissance politique de l'Europe, le déclin démographique, etc.

4

La comédie du vote Chirac. En s'affirmant résolus à « voter sans états d'âme » pour celui-là même qu'ils dénonçaient depuis des mois comme le politicien le plus nuisible et le plus corrompu, les hommes politiques de gauche ont donné un spectacle à la fois comique et lamentable. Ils n'ont pas réalisé que cette prise de position équivalait à un suicide, puisqu'elle revenait à demander à leurs électeurs de tenir pour un moindre mal la politique centriste libérale que ceux-ci avaient avant tout cherché à rejeter au premier tour.

Un tel mot d'ordre était d'autant plus injustifié qu'en toute hypothèse, Le Pen n'avait évidemment pas la moindre chance d'être élu. Au premier tour, Le Pen n'a en effet guère dépassé, en nombre de voix, son score de 1995, sa présence au second tour s'expliquant, non par une réelle progression de ses idées, mais par un taux record d'abstention de 29 %, ajouté à la dispersion des voix de gauche entre sept candidats, éparpillement qui a été fatal à Lionel Jospin, mais qui n'était que la conséquence logique d'une politique gestionnaire ayant provoqué le mécontement de tous ceux qui auraient voulu que le Premier ministre pratiquât une véritable politique de gauche. Quant au second tour, s'il a permis à Le Pen de consolider son socle électoral dans ses bastions du Nord, de l'Est et surtout du Midi de la France, il

ne lui a permis d'enregistrer qu'un gain quelques dizaines de milliers de voix par rapport aux scores cumulés de Le Pen et Mégret au premier tour. Le « danger » n'existait donc que dans l'esprit de ceux qui l'ont inventé.

Dans toute cette affaire, Lionel Jospin, en décidant d'abandonner la vie politique dès qu'il a connu ses résultats du premier tour, et en ne donnant pour consigne de voter Chirac que du bout des lèvres, est le seul qui ait su faire preuve de dignité. Tous les autres se sont couverts de ridicule.

5

Jeanne d'Arc contre Léon Blum. Durant tout ce psychodrame, les deux camps en présence ont fait preuve de la même autosatisfaction, basée sur la conviction proclamée d'être, pour les uns des « résistants à la décadence », pour les autres des « résistants au fascisme ». En pareille circonstance, on est une fois de plus consterné d'avoir eu à observer, à droite comme à gauche, des réactions aussi passionnellement réactives : enthousiasme irréfléchi et ridicule d'un côté (« on va gagner ! »), anathèmes et diabolisation de l'autre (« Hitler revient ! »). La note dominante était l'irréalisme anachronique. A un programme essentiellement restaurationniste, fondé sur la conviction que « c'était mieux avant » (avant l'immigration de masse, avant la globalisation, etc.) et l'espoir d'un retour en arrière, la gauche n'a su opposer que sa propre invocation du passé (l'appel à la « vigilance antifasciste »), sans réaliser mieux que la droite que la généalogie du passé vers le présent est aujourd'hui rompue, et que mettre en garde contre le « retour du passé » ne peut plus avoir désormais qu'une valeur incantatoire. La vérité est que l'histoire ne se répète pas, et que le futur reste imprévisible. Carl Schmitt : « Une vérité historique n'est vraie qu'une fois ».

6

L'épuisement du clivage gauche-droite. Depuis l'effondrement du système communiste soviétique, l'effacement du clivage droite-gauche s'est traduit, sur l'échiquier politique européen, par un recentrage généralisé des programmes des partis, évolution confortée par l'idée que c'est au centre que se gagnent les élections. Le résultat de cette course au centre a été un retour des extrêmes, en même temps qu'une confusion totale des esprits. Des sondages récents ont ainsi révélé que 6 Français sur 10, toutes catégories confondues, jugent le clivage gauche-droite dépassé (Le Nouvel Observateur, 14 février 2002), et que la proportion de Français qui se classent eux-mêmes « ni à droite ni à gauche » a bondi de 19 % en 1995 à 45 % aujourd'hui (L'Humanité, février 2002).

Déjà disparu dans presque tous les domaines intellectuels et politiques, le clivage droite-gauche ne se maintenait plus que sur le plan de la confrontation entre les partis dits « de gouvernement », c'est-à-dire la droite et la gauche institutionnelles ou parlementaires. C'est ce dernier verrou qui vient de sauter. Dès avant le premier tour, Arlette Laguiller déclarait ne plus voir de différence entre Jospin et Chirac au moment même où, de son côté, Jean-Pierre Chevènement prétendait construire un pôle républicain « ni de droite ni de gauche ». Au soir du 21 avril, on a pu constater que la gauche institutionnelle a d'abord été battue par l'extrême gauche, tout comme Chirac a d'abord perdu des voix au profit de la « droite nationale ». Le clivage droite-gauche a enfin totalement sauté lorsque les partis de gauche ont décidé de faire voter Chirac pour « faire barrage à Le Pen ». L'opposition droite-gauche pourra bien reprendre demain, à l'occasion des élections législatives et des débats à l'Assemblée nationale, les Français sauront désormais que, face à tout élément jugé perturbateur, cette opposition est immédiatement oubliée : toute la classe politique fait front commun, ce qui est une manière d'avouer à quel point ses divisions internes sont artificielles et mineures. La Nouvelle Classe a par là même indirectement confirmé qu'il n'y a plus de réelle différence entre la droite et la gauche, confortant du même coup, sans même s'en rendre compte, l'affirmation de Le Pen selon laquelle tous les hommes politiques en place sont finalement solidaires quand il s'agit de défendre leurs prébendes et leurs privilèges.

7

Plus largement, c'est à la décomposition totale d'un système politique à bout de souffle que l'on est en train d'assister. Au premier tour de l'élection présidentielle de 1988, les deux principaux candidats, François Mitterrand et Jacques Chirac, avaient obtenu ensemble 54,1 % des suffrages. Cette fois-ci, le 21 avril, Chirac et Lionel Jospin n'en ont obtenu à eux deux que 35,8 %. Avec 19,7 % des suffrages, Chirac a enregistré le score le plus bas jamais enregistré par un président sortant depuis 1974 (François Mitterrand en avait obtenu 34,1 % dès le premier tour de l'élection présidentielle de 1988). A droite comme à gauche, les déperditions de votes ont été énormes : six millions de voix ! Au total, si l'on additionne le taux record d'abstention et le nombre de suffrages qui se sont portés au premier tour sur des candidats marginaux ou n'ayant aucune chance d'être élus, on constate qu'un Français sur quatre vote désormais en dehors du système, et que les « partis de gouvernement » ne représentent plus qu'un tiers de l'électorat.

La classe politique a fait croire entre les deux tours que la France était menacée d'un grave danger et que la cause de ce danger était Le Pen. Elle ne s'est pas interrogée sur la cause de Le Pen. Elle ne s'est pas demandé non plus comment il était possible qu'un homme dénoncé sans relâche depuis vingt ans par toutes les autorités politiques et morales, et par la totalité du système médiatique, un homme

qu'aucune personnalité ne pourrait se permettre de soutenir ouvertement sans s'exclure du même coup de la vie publique, et contre qui toutes les tactiques possibles et imaginables ont été déployées, pouvait encore au bout de vingt ans obtenir cinq ou six millions de suffrages. Se poser la question aurait exigé qu'elle se remette en cause, ce qu'elle n'était visiblement pas disposée à faire. La classe politique s'obstine à ne pas comprendre que le clivage principal n'est plus désormais le clivage droite-gauche, et encore moin le clivage « fascisme-démocratie », mais un clivage vertical : le bas contre le haut, le peuple contre les élites, les classes populaires contre la Nouvelle Classe. C'est pourquoi elle continue à diaboliser tout ce qui menace son hégémonie et ses intérêts propres.

Alors qu'il y a seulement quinze ans, des hommes aussi différents que Gerhard Schröder, José Maria Aznar, Tony Blair ou Silvio Berlusconi étaient encore des inconnus, la classe politique française actuelle reste aujourd'hui à peu près la même qu'à l'ère Brejnev. Entre ces gérontocrates et le peuple français, de droite et de gauche, un immense fossé s'est ouvert.

Le problème est que la fin du clivage droite-gauche signifie aussi la fin de l'alternance, au sens classique de ce terme, car « on n'a jamais vu une alternance entre milieux dirigeants et classes populaires », comme l'écrit Jacques Julliard (Le Nouvel Observateur, 2 mai 2002), qui ajoute ces lignes révélatrices : « On se retrouve un peu dans la situation à la veille de la Révolution française, avec des exclus auxquels on refuse les avantages de la mobilité sociale, et une élite endogène, peu représentative, fermée sur l'extérieur, incapable de parler aux milieux populaires et de les écouter ».

8

La montée du libéral-populisme. En France comme en Europe, il n'y a évidemment aujourd'hui pas l'ombre d'un « péril fasciste ». On constate en revanche une très forte poussée de populisme, phénomène qui demande à être examiné et analysé, sans préjugés, dans toute sa complexité. L'expérience historique montre que le populisme peut se combiner avec à peu près toutes les idéologies. Le national-populisme ne semble pas promis à un grand avenir du fait de la décomposition de l'Etat-nation et de la déterritorialisation de la vie politique. Il n'en va pas de même du libéral-populisme, aujourd'hui bien représenté par un Silvio Berlusconi et qui tend à se diffuser en Europe à partir de l'arc centre-alpin. Ce libéral-populisme associe paradoxalement ultralibéralisme, individualisme consumériste, darwinisme social et xénophobie. Même si d'un point de vue strictement intellectuel, une tel composé politique peut surprendre, il y a tout lieu de s'attendre à son extension en Europe, car il est à bien des égards en prise directe avec la réalité du moment. On peut se demander si le libéral-populisme ne sera pas

demain l'un des principaux vecteurs de l'idéologie de la marchandise et de la Forme-Capital. C'est un péril beaucoup plus menaçant que le « fascisme ».

9

Retour à la base. L'élection présidentielle de 2002 a indirectement démontré, une fois de plus, que la réponse à la crise profonde que connaît la société actuelle et la démocratie ne peut être envisagée sous l'angle du restaurationnisme ou de la nostalgie (que ce soit celle de la « France éternelle » ou du « front antifasciste ») ni par le recours à une forme-parti aujourd'hui à la fois impuissante et obsolète. Il n'y a plus rien à attendre du choc frontal des partis ni d'une démocratie représentative qui ne représente plus rien. On ne remédiera pas à l'affaiblissement du sentiment national par la réaffirmation des prérogatives d'un Etat-nation qui se décompose un peu plus tous les jours. De façon plus générale, dans la mesure même où le clivage principal est aujourd'hui celui des élites et du peuple, il faut comprendre qu'il n'y a plus de solution d'en haut. La solution ne peut être apportée qu'à la base, au niveau de la vie locale, en cherchant à recomposer le lien social et à réanimer sans exclusive la dimension politique du social, sous l'horizon de l'autonomie locale, de la démocratie participative, de la vie associative et communautaire, et du principe de subsidiarité.

Quand la révolution d'en haut n'est plus possible, il reste la sécession d'en bas. C'est la raison pour laquelle, le 21 avril et le 5 mai, l'auteur de ces lignes, qui n'a jamais de sa vie voté pour Jacques Chirac ou Jean-Marie Le Pen, a résolument choisi l'abstention.

A. B.

[6 mai 2002]